



Lettre n° 311 du 26 novembre 2023

Au sommaire :

- **Une pause pour mieux poursuivre la guerre contre le peuple palestinien pour le compte des puissances occidentales** - Galia Trépère
- **Offensive réactionnaire, l'extrême droite au secours de la dictature du capital** - Daniel Minvielle

Une pause pour mieux poursuivre la guerre contre le peuple palestinien pour le compte des puissances occidentales

Biden s'est déclaré « *extraordinairement satisfait* » de l'accord conclu mercredi dernier entre Israël et le Hamas pour la libération de 50 otages en échange de la libération de 150 prisonniers palestiniens et d'une « trêve » de 4 jours. 6700 Palestiniens, dont un grand nombre d'adolescents, seraient actuellement détenus en Israël, et un tiers d'entre eux placés en « *détention administrative* », sans aucun motif officiel, de manière totalement arbitraire. Pendant cette pause, huit Palestiniens ont été tués en Cisjordanie par l'armée israélienne.

Dès l'annonce de l'accord, les autorités israéliennes avaient pris soin de préciser qu'il ne s'agissait que d'une « pause » dans les combats, dont le renouvellement chaque jour est conditionnée par la libération des otages et au cours de laquelle pendant 6 heures par jour « *aucun aéronef, avion, hélicoptère ou drone ne serait autorisé à survoler la bande de Gaza* ». Sans que soit précisé ce qu'il en sera les 18 heures restantes.

Cet accord, demandé par le gouvernement Biden qui voudrait se donner une image humanitaire pour, quelques mois avant les élections présidentielles, désamorcer l'opposition à la guerre dans l'opinion publique américaine, et concédé par Netanyahu parce que, détesté par une large fraction de l'opinion palestinienne, il est mis en difficulté par la mobilisation massive en Israël des familles d'otages et de leurs soutiens, ne signifie qu'un soulagement tout à fait minime des souffrances de la population palestinienne. Depuis le 7 octobre, celle-ci endure des bombardements incessants qui ont fait officiellement près de 15 000 morts dont 6150 enfants et détruit 60 %, selon l'ONU, des habitations et immeubles de la bande de Gaza, dans le nord de celle-ci, pour préparer l'intervention au sol de l'armée israélienne commencée il y a près d'un mois. La guerre continue, les autorités israéliennes l'ont déclaré dans le communiqué même qui annonçait

l'accord : « *Le gouvernement israélien, l'armée israélienne et les forces de sécurité poursuivront la guerre pour ramener toutes les personnes enlevées, éliminer le Hamas et garantir qu'il n'y ait plus aucune menace pour l'État d'Israël depuis Gaza* ». La pause est aussi un temps mis à profit par l'armée israélienne pour se préparer à une nouvelle phase de son offensive. Elle se prépare à intervenir au sol dans le sud de la Bande de Gaza vers lequel ont été chassés 1,7 million Palestiniens venant du nord. Les bombardements sur une population de 2 millions d'habitants entassés dans une zone aussi étroite vont être terriblement meurtriers.

Le gouvernement Netanyahu, l'État israélien, poursuivent leur guerre génocidaire, la liquidation de la question palestinienne, l'éradication de l'existence des Palestiniens en tant que peuple.

Les gouvernements occidentaux font ces jours-ci étalage de leurs préoccupations humanitaires, livraisons de médicaments, de nourriture, de carburant, tout en continuant à soutenir et armer cette guerre au nom du « *droit d'Israël de se défendre* », selon cette inversion de la réalité propre aux fauteurs de guerre qui transforme les oppresseurs en victimes. Les dirigeants iraniens poursuivent leurs propres objectifs stratégiques pour asseoir et élargir leur influence et leur pouvoir dictatorial par le biais des milices interposées qu'ils soutiennent - Hamas en Palestine, Hezbollah au Liban, milices houthis au Yémen- et qu'ils ne contrôlent pas totalement. Les Etats arabes quant à eux n'affirment leur solidarité avec le peuple palestinien qu'à cause de leur peur de la révolte de leur population.

Ils ont conscience que c'est bien une intervention directe des populations au Moyen-Orient contre eux, contre leurs régimes dictatoriaux alliés des puissances occidentales et d'Israël, qui peut ouvrir une perspective à la lutte du peuple palestinien. De la même façon, ici, au cœur de ces

vieilles puissances impérialistes, dont la France, le sort des Palestiniens dépend de la capacité du mouvement ouvrier à affronter l'État et la bourgeoisie ex-coloniale qui veut perpétuer ses privilèges par la guerre contre les peuples.

Une guerre qui n'a rien de religieux, les Palestiniens sacrifiés, les Israéliens instrumentalisés pour le compte des intérêts capitalistes

Dans une longue tribune publiée le 18 novembre par le Washington Post, Biden a exposé très clairement les objectifs des Etats-Unis, cobelligérants de cette guerre. « *Quelques semaines seulement avant le 7 octobre, écrit-il, j'ai rencontré à New York le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Le sujet principal de cette conversation était un ensemble d'engagements substantiels qui aideraient Israël et les territoires palestiniens à mieux s'intégrer dans le Moyen-Orient élargi. C'est également l'idée qui sous-tend le corridor économique innovant qui reliera l'Inde à l'Europe via les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël, que j'ai annoncé avec mes partenaires lors du sommet du G20 en Inde début septembre. Une intégration plus forte entre les pays crée des marchés prévisibles et attire davantage d'investissements. Une meilleure connexion régionale – y compris les infrastructures physiques et économiques – favorise un taux d'emploi plus élevé et davantage d'opportunités pour les jeunes. C'est ce que nous nous efforçons de réaliser au Moyen-Orient. C'est un avenir qui n'a pas de place pour la violence et la haine du Hamas, et je crois que tenter de détruire l'espoir de cet avenir est l'une des raisons pour lesquelles le Hamas a déclenché cette crise.* »

Cette conception d'un « *nouveau Moyen-Orient* » et d'un « *corridor économique* » qui permettrait de relier l'Europe à l'Asie vise entre autres à faciliter l'approvisionnement en pétrole et en gaz des multinationales occidentales. Le 22 septembre dernier, lors d'une assemblée générale à l'ONU, Netanyahu avait longuement développé dans son discours ce même projet, carte à l'appui. La « *normalisation* » des relations entre les Etats arabes et Israël qui s'était accélérée avec les accords d'Abraham conclus en 2020 sous Trump et suspendue depuis l'offensive du Hamas le 7 octobre, est indispensable à ce plan d'un nouveau Moyen-Orient, « *un Moyen-Orient plus pacifique, intégré et prospère – une région où un jour comme le 7 octobre est impensable* », écrit Biden dans sa tribune, après avoir affirmé son appui indéfectible à la guerre israélienne, « *Nous soutenons fermement le peuple israélien qui se défend contre le nihilisme meurtrier du Hamas.* »

Le mirage de cet avenir radieux pour un Moyen-Orient démocratique, Bush le promettait avant d'engager en 2003 sa guerre contre l'Irak de Saddam Hussein dont le résultat n'a été que ruines et dévastations, la mort de plus de 100 000 civils, la dislocation de l'État irakien et la guerre civile, le renforcement des courants se réclamant du terrorisme islamiste comme Al Qaida devenu plus tard Daech. La suite est déjà écrite, pour le peuple palestinien leur plan sera encore pire.

Le leurre de la solution à deux Etats

Les Etats-Unis comme la plupart des Etats occidentaux se sont déclarés favorables à une « *solution à deux Etats* ». Biden le développe longuement dans sa tribune : « *Le peuple palestinien mérite son propre État et un avenir sans Hamas. Moi aussi, j'ai le cœur brisé par les images de Gaza et la mort de milliers de civils, dont des enfants. [...] Et une fois cette guerre terminée, les voix du peuple palestinien et ses aspirations doivent être au centre de la gouvernance d'après-crise à Gaza.*

Alors que nous luttons pour la paix, Gaza et la Cisjordanie devraient être réunies sous une structure de gouvernance unique, et à terme sous une Autorité palestinienne revitalisée, alors que nous travaillons tous vers une solution à deux États. » Une solution dont Mahmoud Abbas, le dirigeant actuel de l'Autorité palestinienne se satisferait mais les autorités israéliennes ont déjà dit et répété qu'elles n'en voulaient pas. « *Nous ne menons pas une guerre pour transférer le pouvoir à l'Autorité palestinienne*, a déclaré en réponse à la tribune de Biden, Netanyahu. [...] *Il est impossible de placer Gaza sous la responsabilité d'un gouvernement qui soutient le terrorisme, encourage le terrorisme, finance le terrorisme, et éduque le terrorisme* ».

Cette solution à deux Etats est un leurre. Depuis sa création, l'État d'Israël, sioniste, n'a eu de cesse de chasser les Palestiniens de leur terre. Les accords d'Oslo en 1993 n'ont jamais été appliqués par Israël alors même qu'ils n'envisageaient l'existence d'un État palestinien que comme un état croupion, sans possibilité d'existence réelle. Le régime sioniste a depuis encouragé la création de colonies israéliennes sur les territoires palestiniens, enserré ces derniers de barrières et de check points les isolant les uns des autres, créant un apartheid où seuls les Juifs israéliens ont des droits de citoyens. La guerre est l'occasion de renforcer la colonisation militaire de la Cisjordanie.

Le sionisme, l'établissement d'un Etat théocratique sur le territoire palestinien considérée comme la terre promise de la Torah, masque du messianisme religieux aux services des grandes puissances occidentales, est incompatible avec l'existence d'un Etat palestinien viable, qui ne soit pas un simple bantoustan fournisseur de main d'œuvre.

Pour une paix démocratique, une Palestine binationale, laïque, socialiste

Cet Etat sous une Autorité palestinienne qui collabore d'ores et déjà avec Shin Beth, les services de sécurité d'Israël, et dans lequel l'armée israélienne intervient quand elle le veut et où elle le veut, pour réprimer toute contestation des Palestiniens, toute résistance aux colons israéliens, serait un autre moyen de liquider la question palestinienne. Biden a menacé les « *extrémistes qui attaquent les civils en Cisjordanie* »... « *en leur interdisant les visas* » pour se rendre aux Etats-Unis. Une blague sinistre quand on sait que les Etats-Unis ne se sont jamais opposés à la colonisation des territoires palestiniens où sont maintenant installés 500 000 colons israéliens.

Cette solution procède du même mensonge que celui qui prétend que l'armada américaine au large des côtes d'Israël serait un moyen de dissuader le régime sioniste d'étendre la guerre au Liban ou en Syrie. Les Etats-Unis ne souhaitent sans doute pas dans l'immédiat étendre cette guerre mais la logique de l'escalade militaire, leur soutien indéfectible à Israël et le déploiement de leurs moyens guerriers en Méditerranée, visent à assurer, au risque d'enchaînements incontrôlables, leur mainmise sur le Moyen Orient pour mieux préparer... l'enchaînement militaire à venir.

La population, les travailleurs israéliens, dont l'État théocratique a fait depuis longtemps une armée au service des vieilles puissances impérialistes contre les peuples du Moyen-Orient, n'a aucun intérêt à cette guerre, à son extension, aucun intérêt à continuer d'être les soldats des USA.

La perspective d'un Etat binational, qui reconnaîtrait le droit des Israéliens à rester en Palestine, en restituant tous leurs droits aux Palestiniens, leur droit au retour et à tous les habitants de la Palestine les mêmes droits, est la seule perspective pour une paix démocratique et la coexistence pacifique des deux peuples, leur collaboration. Elle passe par le renversement non seulement de Netanyahu mais aussi de l'état théocratique et des classes possédantes d'Israël, la rupture des travailleurs israéliens avec le sionisme, l'indépendance des travailleurs et de la population palestiniens par rapport à leur propre classe possédante, à leurs représentants nationalistes et réactionnaires, du Hamas comme des dictatures réactionnaires qui marchandent les intérêts des Palestiniens, leur vie, à l'instar du Qatar

Guerre d'Ukraine, guerre d'Israël, militarisation du monde

« Poutine et le Hamas se battent tous deux pour rayer de la carte une démocratie voisine, écrit Biden dans sa tribune en associant guerre d'Ukraine et guerre d'Israël. Poutine et le Hamas espèrent tous deux faire s'effondrer la stabilité et l'intégration régionales et tirer profit du désordre qui en résultera. L'Amérique ne peut pas laisser faire cela et ne le laissera pas faire. [...] Nous rallions nos alliés et nos partenaires pour tenir tête aux agresseurs et progresser vers un avenir plus radieux et plus pacifique. Le monde se tourne vers nous pour résoudre les problèmes de notre époque. C'est le devoir du leadership, et l'Amérique le fera.[...] »

Nous maintenons les troupes américaines à l'écart de cette guerre en soutenant les courageux Ukrainiens qui défendent leur liberté et leur patrie. Nous leur fournissons des armes et une assistance économique pour stopper la volonté de conquête de Poutine, avant que le conflit ne s'étende davantage. Les États-Unis ne font pas cavalier seul. Plus de 50 nations se sont jointes à nous pour veiller à ce que l'Ukraine dispose de ce dont elle a besoin pour se défendre. »

Ces « maîtres du monde » ont bien des difficultés à mobiliser l'opinion de leur propre population, l'ampleur des manifestations contre la guerre d'Israël aux Etats-Unis le montre, mais ils sont déterminés à imposer au monde entier un état de guerre permanent indispensable au maintien de leur système. Ils tentent, de guerre en guerre, de façonner l'opinion pour la préparer à l'escalade militaire dans laquelle ils sont déjà engagés.

Le soutien aux Palestiniens, la lutte contre la guerre et la lutte pour le socialisme

La conscience, plus ou moins claire, de cette situation et de ses enjeux, nourrit la révolte contre la guerre d'Israël en soutien aux Palestiniens mais, pour les révolutionnaires, l'urgence est d'armer les consciences d'une compréhension, d'une perspective qui rompt avec le nationalisme pour adopter un point de vue de classe internationaliste.

Lutter pour les droits du peuple palestinien, c'est lutter contre la guerre, c'est à dire lutter pour changer le monde, en finir avec le capitalisme, pour le socialisme.

La solidarité avec le peuple palestinien, le soutien que nous sommes en mesure de lui apporter, c'est d'abord la lutte contre notre propre gouvernement qui est partie prenante tant de la guerre d'Ukraine que de celle d'Israël et engagé dans la militarisation du monde et avec l'ambition d'y défendre la place de ses marchands d'armes et autres multinationales.

Le nationalisme est l'idéologie de la bourgeoisie et de ses privilèges, le ciment des classes possédantes et un leurre contre les travailleurs, les exploités. Les travailleurs n'ont pas de patrie.

Notre responsabilité, la responsabilité du mouvement ouvrier, du mouvement révolutionnaire, est de gagner de larges masses au socialisme, c'est-à-dire armer politiquement les aspirations des travailleurs, de la jeunesse, d'une large fraction de la population à l'entente des peuples contre leurs exploités et les fauteurs de guerre. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous.

Galia Trépère

Offensive réactionnaire, l'extrême droite au secours de la dictature du capital

Mercredi 22, aux Pays-Bas, le PPV (parti de la liberté) de Geert Wilders est arrivé en tête aux législatives, obtenant 35 sièges (sur 150). Avec ceux remportés par deux autres partis d'extrême droite, ce sont 45 sièges

qui reviennent à cette dernière. Surnommé le « *Donald Trump néerlandais* », Geert Wilders a construit sa carrière politique sur sa haine de l'islam, prétendant, dès le début de sa campagne, vouloir démolir les mosquées, interdire

le Coran, fermer les frontières aux migrants. Partisan de la sortie de l'UE, il pourrait maintenant devenir premier ministre des Pays-Bas s'il réussit à construire une coalition de gouvernement.

Cette inquiétante victoire du PPV aux Pays Bas n'est qu'un des éléments d'une tendance bien plus générale.

Dimanche 19, en Argentine, les élections présidentielles ont porté au pouvoir à une large majorité le candidat d'extrême droite Javier Milei. Surnommé « el loco » (le fou) par ses adversaires, il se présente comme « libéral libertarien », partisan d'une économie débarrassée de toute ingérence de l'Etat. Cela se traduit par un programme visant à privatiser tout ce qui peut l'être, ainsi que des coupes drastiques dans les mécanismes, déjà bien maigres, de redistribution aux plus pauvres, thème de campagne qu'il illustre en brandissant une tronçonneuse. Il est climatosceptique, veut libéraliser les ventes d'organes, faciliter le port d'armes et abroger le droit à l'avortement... Il dit aussi être en connexion avec l'esprit de son chien mort récemment, dont il a fait réaliser cinq clones.

Il a choisi comme vice-présidente la très réactionnaire Victoria Villaruel, dont le père, officier, était partie prenante de la dictature militaire dirigée par le général Videla entre 1976 et 1983. Outre la lutte contre le « communisme » et l'avortement, Villaruel, qui visite régulièrement Videla en prison, mène le combat contre la politique de dénonciation de cette dictature mise en place lors des mandatures des Kirchner. Contestant les chiffres de disparus, d'enfants volés, de personnes jetées à la mer depuis des avions, etc., elle veut fermer le musée sur les exactions de la dictature ouvert depuis 2015 dans l'un de ses principaux centres de torture, l'ESMA (école de mécanique de la marine), à Buenos Aires.

La victoire de Milei a reçu le soutien de Bolsonaro et de Trump... Trump qui, à un an de la présidentielle de 2024, paraît s'imposer au parti républicain comme seul candidat crédible, tandis que le parti démocrate n'a, semble-t-il, que Biden à lui opposer. Le retour de Trump au pouvoir, s'il se produit, se fera alors qu'auront pu s'organiser autour de lui de véritables bandes armées, suprémacistes blancs et autres complotistes, racistes et xénophobes, que l'on a déjà pu voir à l'œuvre lors de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 et qui ne manqueront pas d'occuper le terrain. Alors qu'aux USA les institutions semblent incapables de sortir d'une situation de crise permanente, seuls quelques juges tentent de s'opposer, à coups de procès, au retour de Trump à la Maison Blanche, un barrage bien dérisoire.

En Europe aussi se forment les bases sociales et politiques d'un nouveau fascisme

Ce même week-end, en Espagne, la droite et l'extrême droite, Parti Populaire et Vox, rassemblaient plus de cent mille manifestants contre l'investiture de Pedro Sanchez à la présidence du gouvernement sous le slogan « Sanchez, traître à la patrie ». Votée jeudi 16 aux Cortes (parlement), cette investiture concluait une période de

flottement commencée le 23 juillet, jour des élections législatives nationales au cours desquelles aucune des deux coalitions, PSOE et Sumar d'un côté (152 sièges), Parti populaire et Vox de l'autre (170 sièges), n'a obtenu la majorité nécessaire (176 voix). Après quatre mois de tractations avec divers autres groupes de députés, Sanchez a fini par rassembler 179 voix, dont celles des 6 députés du parti indépendantiste catalan Junts de Carles Puigdemont. Six voix en échange de la promesse d'une loi d'amnistie pour les 300 militant-es condamné-es pour avoir organisé le référendum illégal sur l'indépendance de la Catalogne du 1^{er} octobre 2017, parmi lesquels Puigdemont lui-même, exilé en Belgique. L'idée même d'amnistier celles et ceux qui ont mis en cause l'unité sacrée de l'Espagne est insupportable à la droite conservatrice espagnole, qui plus est pour Vox qui se revendique ouvertement du franquisme. Cinquante vieilles badernes, officiers retraités, ont écrit une lettre ouverte dans laquelle ils demandent à leurs collègues d'active de chasser le gouvernement du pouvoir, sur le modèle des « *pronunciamientos* » du passé comme celui qui débouchait, à la fin des années 1930, sur la quarantaine d'années de la dictature sanglante de Franco.

Le marchandage de Sanchez serait justifié, selon ses soutiens, par la nécessité de s'opposer à tout prix à l'arrivée au pouvoir de Vox, dans les bagages du Parti Populaire. Cette amnistie est légitime, mais elle n'est qu'une bien dérisoire manœuvre alors qu'aux élections régionales et municipales du 29 mai dernier, le PSOE et son allié Unidas-Podemos ont été chassés du pouvoir dans de nombreuses grandes villes et communautés autonomes par la coalition PP-Vox. Défaite qui avait poussé Sanchez à anticiper les législatives au 23 juillet, espérant limiter la dégringolade, et même transformer l'échec en succès grâce à ses « *talents de négociateur* ». Ce « succès » ne peut au mieux que retarder les échéances, tout en fournissant à la droite et à l'extrême droite l'occasion de mobiliser des foules au nom de l'unité nationale et contre les combines politiques, bien au-delà des milieux de la droite conservatrice et de l'extrême droite franquiste.

Ici, tandis que Macron enchaîne sans relâche ses offensives contre le monde du travail, la surenchère réactionnaire, xénophobe, islamophobe se poursuit autour du projet de loi immigration. La prétendue marche contre l'antisémitisme dimanche 12 novembre à laquelle ont participé, à l'exception de LFI, tous les partis institutionnels, y compris l'extrême droite, s'inscrivait dans la même logique. Sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, c'était le soutien sans faille à la guerre génocidaire que mène Netanyahu contre le peuple palestinien pour le compte du capital occidental qui était à l'ordre du jour, avec, implicitement, l'hostilité assumée contre celles et ceux qui manifestent en solidarité avec le peuple palestinien, voire pour les plus réactionnaires, l'occasion de manifester leur haine xénophobe, anti musulmans.

Cette haine a franchi un pas avec les réactions de l'extrême droite à l'annonce du meurtre du jeune Thomas à Crépol au cours de la rixe provoquée par une bande de

jeunes lors d'un bal. Zemmour a immédiatement dénoncé « *le racisme anti-blanc qui frappe jusque dans nos campagnes* » et Ciotti des « *racailles* », tandis que pour Le Pen, « *Plus personne ne se trouve à l'abri nulle part* », car « *des milices armées opèrent des razzias* ».

Cette charge haineuse participe de la même logique mortifère qui a mené aux émeutes qui se sont produites, jeudi 23, à Dublin. En début d'après-midi, un homme armé d'un couteau avait blessé cinq personnes, dont deux enfants. Dans la soirée, sur fond de rumeurs concernant l'origine de l'agresseur, une « *faction de hooligans dingues mus par une idéologie d'extrême droite* » (dixit la police) déclenchait une émeute dans un quartier de la ville où vivent des immigrés, sous les slogans « *Irish live matter* » (les Irlandais ont le droit de vivre).

Sur le terrain électoral, la liste du RN menée par Bardella pour les européennes « *caracole en tête des sondages* », tendance qui se manifeste dans l'ensemble de l'Union européenne, constituant, pour *Les Echos*, « *un mouvement de fond qui menace les grands équilibres du Parlement européen* ».

Ce mouvement de fond n'est autre qu'une des conséquences de la faillite de leur système économique, social et politique qui nourrit les inquiétudes et les peurs et se traduit par une crise politique qui touche, de façon généralisée, le système dit « démocratique » sur lequel est basé le fonctionnement des Etats dans la plupart des pays riches, en particulier les vieilles puissances impérialistes.

Leur démocratie en crise

La montée de l'extrême droite dans les pays dits démocratiques bouscule les schémas établis, la mythologie qui entoure l'histoire de ces dites démocraties et qui a fait des USA le « *pays de la démocratie* », de la France celui « *des Lumières et des droits de l'homme* », des valeurs éternelles, hors de l'histoire... et de toute réalité des rapports de classe.

La démocratie bourgeoise, monarchie constitutionnelle comme en Angleterre ou république comme aux USA ou en France, n'est qu'une forme particulière de l'Etat bourgeois de classe. Elle n'est démocratique que pour la classe dominante, du moins pour ses sommets, et est fondamentalement une machine à duper les travailleurs et les classes populaires. Son fonctionnement repose sur l'illusion qu'en votant il est possible d'imposer le respect d'un prétendu intérêt général. Cet intérêt général n'est autre que celui de la bourgeoisie dont le pouvoir réel, économique, ne peut être remis en cause électoralement. Pour les classes populaires, la différence porte sur le sort qui peut leur être fait selon le parti arrivé au pouvoir... et la part des richesses que la bourgeoisie est prête à concéder.

Les grandes puissances impérialistes ont pu jusqu'à une période relativement récente se targuer de disposer d'institutions démocratiques fortes. Mais cela ne devait rien à la solidité de leurs prétendues « valeurs ». C'est simplement que les surprofits qu'elles tiraient de l'exploitation de leurs empires coloniaux leur permettaient de redis-

tribuer une part du produit de leur pillage à leur propre classe ouvrière, du moins ses couches supérieures, l'aristocratie ouvrière. C'est cela qui faisait vivre l'alternance droite-gauche, l'espoir qu'en soutenant électoralement son camp, on pouvait y gagner quelque chose.

Les empires coloniaux ont progressivement été démantelés par les guerres de libération coloniale au cours des années 1950-1970. Avec la mise en œuvre au sein des puissances impérialistes dès le début des années 1980 des politiques libérales, la gauche et la droite de gouvernement ont mené à tour de rôle une guerre de classe contre les travailleurs, organisant systématiquement la régression sociale pour entretenir les profits. Cela s'est accompagné d'une rupture profonde des travailleurs avec les partis qui prétendaient les représenter, une abstention massive aux élections. Jusqu'à, ici, l'effondrement de LR et du PS à la présidentielle et aux législatives de 2017.

Ce phénomène s'amplifie aujourd'hui un peu partout dans le monde. L'effondrement des anciens partis réformistes faute des bases matérielles nécessaires à leur existence laisse place à la montée des démagogues d'extrême droite qui postulent à exercer pour la bourgeoisie le pouvoir d'Etat que la démocratie parlementaire n'est plus capable d'assurer. Ils le font en dévoyant la détresse sociale pour la retourner contre ceux-là même qu'ils trompent, les travailleurs dans leur ensemble.

Les bases matérielles de la montée de l'extrême droite

Ces bases matérielles se trouvent, fondamentalement, dans la dégradation de la situation économique mondiale, les politiques menées par les Etats et les institutions financières internationales pour maintenir coûte que coûte le fonctionnement de la machine à profits, et les conséquences terribles qui en découlent pour les populations.

En Argentine, dans un pays saigné par une dette de 44 milliards auprès du FMI et dont les échéances annuelles sont quasi impossibles à tenir, 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'inflation a atteint 143 % depuis début 2023 et pourrait atteindre 210 % sur l'année. « *Des petits commerçants, des indépendants, qui gagnent peu, sont très remontés contre le péronisme [le gouvernement qui a précédé Milei], et voient qu'ils gagnent quasiment la même chose que des chômeurs qui bénéficient de plans sociaux* » écrit *Médiapart* citant un sociologue argentin. « *C'est une vieille histoire [...] qui se répète : celle du jeune Blanc aux États-Unis, ou du Brexiter en Angleterre* ». C'est cette détresse, cette révolte contre des situations insupportables, que Milei a su mobiliser à son profit, au grand bonheur des marchés : dès le lendemain de l'annonce de sa victoire, la bourse de Buenos Aires a bondi de 20 %.

Les boucs émissaires de prédilection sont bien évidemment les migrants. Le dernier film de Ken Loach, *The Old Oak*, donne un aperçu saisissant des mécanismes à l'œuvre dans une ancienne cité de mineurs du nord-est de l'Angleterre où ne vivent plus que quelques familles dépourvues de tout et où seul subsiste un vieux pub, The Old Oak.

L'arrivée dans la ville de familles syriennes exilées, qui vont occuper une partie des logements vides, trouve aussi bien la solidarité de certains habitants, que l'hostilité de quelques autres. On y voit à l'œuvre la xénophobie, le racisme, les mots qui se transforment en actes irréparables. Les moteurs en sont le sentiment d'injustice, la révolte, avec cette idée qu'« on » en fait plus pour les « étrangers » que pour nous, les « gens d'ici ». Dans le film, seule est concernée une poignée d'individus, mais on mesure bien à quel point ils constituent la proie rêvée pour les démagogues qui instrumentalisent leur détresse sociale, leurs colères, pour en fin de compte les retourner contre eux-mêmes. Ce sont ces mécanismes qui donnent leur base sociale aux Milej, Wilders, Trump et autres Meloni et que tentent d'actionner, ici, les rivaux du bloc réactionnaire Darmanin - Ciotti - Le Pen - Zemmour...

La déroute du capitalisme financiarisé mondialisé s'accompagne de la déroute des institutions démocratiques, un chaos politique d'où émergent des individus improbables comme Trump, Milei et autres. Incapables d'apporter la moindre perspective d'amélioration dans un monde économique qui de toute façon n'en porte aucune, leur fonction est de détourner la détresse sociale, la mobiliser contre des boucs émissaires, la transformer en arme au service du capital.

La seule réponse, le rassemblement du monde du travail pour conquérir la démocratie, changer le monde

Face à ce processus de décomposition rapide, au danger mortel qu'il représente, il n'y a rien à attendre de tous les prêcheurs de bonne parole qui prétendent avoir la bonne recette pour « restaurer la démocratie ». La solution ne peut venir que des travailleurs, des forces progressistes, de toutes celles et ceux qui refusent de se laisser entraî-

ner, et qui, sans toujours en avoir conscience, ont les moyens de mettre un coup d'arrêt à la débâcle.

C'est le message que porte le film de Ken Loach, mettant en avant la solidarité qui s'installe entre la communauté d'anciens mineurs condamnés à la misère par la politique de la bourgeoisie anglaise et la communauté de familles qui ont fui la dictature et les massacres de Bachar al-Asad. C'est la rencontre de deux solidarités qui finissent par n'en faire qu'une et d'où naîtra la force nécessaire pour prendre collectivement en main l'objectif de changer les choses, réduisant au silence, en même temps, les forces réactionnaires. Cette solidarité a ses militants : le patron du pub, qui rappelle les grandes luttes des mineurs contre Thatcher, la profonde solidarité qui les unissait ; et une jeune Syrienne, forte de son expérience en tant qu'assistante d'ONG au sein des camps de réfugiés en Syrie, qu'elle met naturellement à l'œuvre dans cette nouvelle communauté dans laquelle sinistrés du capitalisme britannique et exilés syriens ne font plus qu'un.

Il ne s'agit certes que d'un film, mais la perspective qu'il porte n'est pas que symbolique. Elle définit en raccourci les formidables ressources dont dispose le monde du travail à condition qu'il se rassemble contre les préjugés que voudraient lui inculquer la bourgeoisie et les forces réactionnaires à son service. Qu'il se rassemble pour mettre en œuvre la défense de ses propres intérêts sans craindre d'opposer à la violence réactionnaire, au terrorisme des classes dominantes, l'autodéfense collective émancipatrice des opprimés pour défendre leur droit et la dignité de toutes et tous, unis par-delà les frontières, organisés et conscients, déterminés à conquérir la démocratie, le pouvoir de diriger la société au service de l'ensemble de la population.

Daniel Minvielle